

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article9793>

Dans Newsweek : "Libérables ?"

- Terrorisme - International -



Date de mise en ligne : mardi 27 janvier 2009

Spyworld Actu

Le Pentagone se prépare à rendre publics des passages d'un rapport secret consacré aux détenus de Guantanamo qui, une fois libérés, ont récidivé. Des révélations qui pourraient compliquer le projet de Barack Obama de fermeture du camp, explique l'hebdomadaire américain Newsweek. > Cet article a été publié dans le magazine paru le 24 janvier.

LE PENTAGONE se prépare à rendre publics des passages d'un rapport secret consacré aux détenus de Guantanamo, qui pourraient compliquer un peu plus le projet présidentiel de fermeture du camp. Le rapport, qui devrait être rendu disponible dans les prochains jours, comporte des détails inédits sur 62 détenus qui ont été relâchés de Guantanamo et dont les responsables du renseignement américain estiment qu'ils sont retournés à une activité terroriste, selon deux officiels du Pentagone qui ont requis l'anonymat, le document n'ayant pas encore été rendu public. L'un des cas, concernant un détenu saoudien du nom de Said Ali Al-Shihri, relâché en 2007, n'est pas passé inaperçu : vendredi dernier, des cadres du Pentagone confirmaient publiquement qu'il était réapparu en tant que sous-commandant d'Al Qaeda au Yémen. Al-Shihri, autrefois connu du public sous l'appellation de détenu n° 372 de Guantanamo, est suspecté d'être impliqué dans une attaque avortée contre l'ambassade des Etats-Unis au Yémen, en septembre dernier.

Cette décision de rendre publics d'autres dossiers figurant dans le rapport peut être considérée comme un coup de semonce adressé au président par le Pentagone et certaines agences de renseignement américaines, sceptiques quant à certains de ses projets. Comme le font remarquer des cadres du Pentagone, dont certains partagent les objectifs d'Obama, s'il vient aux oreilles du public une autre affaire Al-Shihri d'ici six mois, les retombées politiques seront catastrophiques surtout s'il s'agit d'un détenu relâché depuis le début du mandat Obama, plutôt que sous l'administration Bush. "Pour Obama, le pire serait qu'un de ces types [de Guantanamo] soit relâché et se remette à tuer des Américains", m'a déclaré un cadre haut placé du Département de la Défense, qui a requis l'anonymat tant le sujet est politiquement sensible.

Certains experts de l'antiterrorisme questionnent l'importance des chiffres du Pentagone, et font remarquer que les "récidivistes" ne représentent qu'une petite partie des détenus, environ 12 pour cent des 520 détenus qui ont été libérés de Guantanamo depuis l'ouverture du centre, en janvier 2002. À comparer avec le taux de récidive des prisons d'Etat aux Etats-Unis, qui peut atteindre jusqu'à 67 %, selon les chiffres du Département de la Justice. On a pu se demander si certains cadres hérités de l'administration Bush n'ont pas monté en épingle ces dossiers dans le but de déstabiliser Obama. Un ancien responsable de l'antiterrorisme faisait remarquer à Newsweek que le Pentagone avait attendu le lendemain de la signature par Obama du décret concernant la fermeture de Guantanamo pour rappeler le retour d'Al-Shihri chez Al Qaeda.

Pourtant, quelques hauts placés de l'administration Obama admettent en privé que le problème des détenus toujours dangereux de Guantanamo est plus préoccupant que ne l'ont suggéré certaines déclarations de campagne du président. En mai 2008, dans le dernier rapport consacré par le DIA (Defense Intelligence Agency, agence de renseignement de la défense) aux ex-détenus de Guantanamo ayant repris une activité terroriste, le nombre de récidiviste était évalué à 37. Parmi eux, Mohammed Ismail, un des "jeunes" du centre, qui à sa sortie en 2004 louait les bons traitements prodigués par les Américains, déclarant lors d'une conférence de presse : "J'ai fait un très bon séjour à Cuba". Quatre mois plus tard, il était capturé au cours d'une attaque contre les forces américaines à Kandahar, en Afghanistan.

Comme l'a révélé à la mi-janvier le porte-parole du Pentagone Geoffrey Morrell, 24 nouveaux détenus se sont ajoutés à la liste des récidivistes établie par le DIA. La récente confirmation du cas Al Shihri a fait grimper le total à 62, dont 18 sont suspectés d'avoir participé directement à des attaques terroristes. Ceci ne signifie pas

nécessairement que les prisonniers relâchés fin 2008 soient responsables de cette augmentation. Il peut survenir un délai très important entre l'élargissement d'un détenu et le moment où le renseignement américain prend connaissance de ses activités terroristes. Pourtant, la brusque augmentation du taux de récidive n'est pas surprenante, selon les officiels de la défense. "Les plus faciles ont été relâchés en premier", déclare un officiel haut placé du Pentagone. "Au fil du temps, les libérations deviennent de plus en plus problématiques. Les dossiers sont de plus en plus sensibles".

À ce jour, le camp de Guantanamo compte environ 240 détenus. Selon les organisations de droits de l'homme et les avocats de la défense, il n'existe que peu, voire aucune preuve d'implication terroriste pour nombre d'entre eux. Ils sont rejoints sur ce point par certains juges fédéraux qui ont ordonné récemment au Pentagone de relâcher certains d'entre eux. L'administration Obama, qui s'est accordé un délai d'un an pour fermer le camp, espère que des pays européens comme le Portugal, l'Espagne et l'Allemagne, accepteront de recevoir certains détenus. L'administration tente d'obtenir du Yémen qu'il prenne en charge une centaine de ses ressortissants le groupe de prisonniers le plus important du camp. Rien d'assuré, toutefois : le Pentagone essaie depuis des mois de trouver un terrain d'entente avec le gouvernement yéménite en vue de pouvoir surveiller les détenus de Guantanamo qui y seront libérés, sans grand succès à ce jour.

Le problème le plus délicat reste un noyau dur estimé à environ 50 ou 60 détenus considérés comme hautement dangereux mais qui, pour plusieurs raisons dont le fait qu'ils ont pu être soumis au "waterboarding", la simulation de noyade, ou à d'autres techniques d'interrogatoires "améliorées" ne pourraient être jugés par une cour fédérale ou militaire, quelle qu'elle soit. L'administration Obama n'a sans doute pas d'autre choix que de les transférer vers un centre de détention situé sur le territoire des Etats-Unis, tel que le centre de détention de la marine de Charleston, Caroline du Sud, ou la prison militaire de Fort Leavenworth, au Kansas, et de les garder indéfiniment sous les barreaux sans jugement, risquant d'attiser les critiques de la communauté internationale qui dénoncerait la création d'un nouveau Guantanamo, qu'il soit installé en Caroline du Sud ou au Kansas.

L'administration Obama pourrait instituer une procédure permettant une réévaluation périodique de ces dossiers par la justice, mais elle n'a pas l'intention de relâcher ces détenus, m'a indiqué un des principaux conseillers d'Obama, qui a requis l'anonymat. Interrogé sur l'éventualité d'une libération pure et simple de certains de ces détenus, le conseiller a coupé court : "Impossible".

Par Michael Isikoff

Traduction de David Korn

► [Lire la version américain sur le site de Newsweek](#)

Post-scriptum :

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actu...>